



© Marie-Claire Defrêne

« Il faut ouvrir des débats sur la santé »

Interview de Claude-Marie Vandergucht, échevine de la santé

Selon vous, que représente la notion de santé à l'échelon local ? Quels types d'actions les communes peuvent-elles entreprendre ?

Dans la mesure où la commune reste le niveau le plus proche des citoyens, ce que l'on peut faire c'est mettre en œuvre des processus pour faciliter l'accès à des savoirs sur la santé. On doit aussi ouvrir un débat démocratique : c'est ainsi que nous avons fait une information un peu contradictoire sur les vaccinations dans le bulletin communal. Ce qui n'a pas plu à tout le monde. Parfois, il existe une tendance, chez certains médecins, à penser qu'ils détiennent le savoir, avec un grand S, en matière de santé. La Maison de l'Enfance travaille aussi bien avec l'ONE, qui est assez traditionnelle sur la question des naissances, qu'avec « Alter-Natives », qui prône le chant prénatal, les sages-femmes à la maison, etc. Je le répète, il faut ouvrir le débat; les citoyens sont assez grands et assez intelligents pour prendre des décisions concernant leur santé.

Après beaucoup d'hésitations j'ai soutenu l'idée qu'une société pharmaceutique organise un dépistage de l'ostéoporose, qui a d'ailleurs eu un

succès fou. Mais une partie du corps médical s'est montrée mécontente. J'avais pourtant interrogé plusieurs médecins au préalable; ils m'avaient dit : « allez-y! »... L'effet pervers, c'est que ce dépistage dramatise un peu la situation, mais au moins les gens se préoccupent de leur santé. Actuellement, la liste d'attente pour un dépistage plus poussé à la clinique d'Ottignies est complète jusqu'aux calendes grecques.

Avec les associations qui s'occupent des personnes handicapées, nous travaillons à la préparation de « L'Autre Festival » : pendant deux journées, on pourra voir des reportages qui montreront la vie et les difficultés de déplacement des handicapés moteurs, qui montreront comment les trisomiques vivent ici, à Louvain-la-Neuve, et comment ils sont intégrés à la vie de l'entité. Des choses comme celles-là demandent surtout de l'énergie et du temps, mais pas des moyens financiers gigantesques.

Connaissez-vous bien les besoins de la population en matière de santé ?

C'est difficile à dire. Mais on est plutôt gâté en services de santé dans l'entité d'Ottignies-Louvain-la-Neuve : une clinique, deux centres de santé mentale, des maisons médicales, le centre de santé qui fait aussi beaucoup de prévention, un centre de planning familial... Nous

avons des contacts avec ces services, mais je n'ai pas une connaissance directe des besoins. Ce que je peux vous dire, par contre, c'est que les puéricultrices qui travaillent sur notre entité – qui compte tout de même 28.000 habitants – viennent volontiers aux formations que l'on organise sur le temps de midi à la Maison de l'Enfance. Les conférences sur l'alimentation attirent aussi du monde; les gens sont intéressés par la psychomotricité pour leurs enfants, et l'association « Alter-Natives », qui a déjà travaillé toute une journée avec nous, a remporté un grand succès.

Maintenant on démarre avec le champ prénatal, l'haptonomie, etc. Nous allons engager quelqu'un dans le cadre de la convention avec le Cabinet de Nicole Maréchal, pour renforcer et augmenter les sessions de formations sur les questions qui tournent autour de la naissance, de l'accouchement et de la grossesse; cela rencontre un grand succès, y compris auprès des jeunes pères. Un de mes objectifs est aussi de toucher la population, très nombreuse, qui vit dans les logements sociaux, pour que ce public vienne à la Maison de l'Enfance et puisse y exprimer ses besoins. On n'y est pas encore; je pense qu'il faudra un an ou deux. En tout cas, nous sentons bien que notre « créneau », ce sont les questions de santé autour de la petite enfance.

L'action locale en matière de santé, outre les moyens financiers, nécessite aussi de l'imagination...

J'en suis convaincue. Il ne faut pas rester la main tendue pour obtenir de l'argent. Bien évidemment, à Ottignies, la Ville a fait un effort énorme en nous permettant d'occuper tout ce premier étage de l'ancienne gendarmerie. C'est un effort financier important – et un manque à gagner, car si nous avions loué ces locaux à une multinationale... Une fois qu'on dispose d'un lieu, on peut faire plein de choses. Les associations qui travaillent dans le secteur de la petite enfance commencent d'ailleurs à nous rejoindre. Le coût de location de la salle est peu élevé (l'équivalent de 300 FB pour une demi-journée), on peut donc soutenir le milieu associatif par ce biais.

Denis Dargent

(photo : Marie-Claire Defrêne)

Vers des Politiques Communales de Santé

Le Comité de pilotage du Réseau a le plaisir de vous convier aux

Quatrièmes rencontres « Vers des politiques communales de santé »

Le 14 juin 2003 à l'Arsenal, 11 rue Bruno - 5000 Namur

La journée sera rehaussée de la présence de Madame Nicole Maréchal, Ministre de la Santé et de l'Aide à la Jeunesse en Communauté française.

Cette année, nos rencontres joueront à fond la carte de l'interactivité. Les quinze projets ayant obtenu l'appui financier du Ministère de la Santé de la Communauté française seront rassemblés dans quatre espaces spécifiques selon leur nature et leurs thématiques. Vous serez donc invités à circuler entre ces espaces afin de récolter vous-mêmes toutes les informations utiles à vos projets. Chaque espace disposera d'une agora où des questions déterminées par les promoteurs des projets eux-mêmes seront discutées.

Le Journal du Réseau est réalisé par le Service communautaire de promotion de la santé chargé de la communication, géré par l'asbl Question Santé, 72 rue du Viaduc, 1050 Bruxelles. Tél. 02 512 41 74 - Fax 02 512 54 36 E-mail : question.sante@skynet.be On trouve le **Journal du Réseau** et le **Fax Santé Communes** sur le site www.questionsante.org Secrétaire de rédaction : **Alain Cherbonnier** Maquette : **Frédérique Guiot** Le conseil de rédaction est assuré par le comité de pilotage. Les articles non signés sont de la rédaction. Les articles signés n'engagent que leur auteur. Editeur responsable : **D' Patrick Trefois** 72 rue du Viaduc - 1050 Bruxelles

Au programme

9 h 00 Accueil des participants et ouverture des espaces.

9 h 30 Introduction
- Présentation de la rencontre et de son déroulement
- Derniers avancements des activités du réseau « Vers des politiques communales de santé ».
- Intervention d'un membre de l'Institut Renaudot (Paris)

10 h 30 - 12 h 30 Séances « Questions-Réponses » à la carte

Espace 1

Quels écueils à la concertation ?

- Rester vigilant à mettre en question des pratiques de concertation : Comment ne pas ronronner ?
- Reconnaissance des compétences, contexte de confiance.... Quels ingrédients pour atteindre un objectif commun ?
- Quelle est la marge de manœuvre politique et citoyenne de l'intervenant de terrain ?
- De la réflexion à l'action : Quelles précautions ? Quelles conditions ?

Espace 2

La commune : échelon de responsabilité et de transversalité

- Qui détermine les priorités et qui fait le choix d'un programme communal de promotion de la santé ?

- Quelles personnes relais doivent être mobilisées ? Comment les amener à participer au projet ?
- Quel rôle, quelle implication et quelle intégration des médecins généralistes dans un programme de promotion de la santé à l'échelon communal ?
- Quels moyens pour assurer la pérennité des projets de promotion de la santé ?

Espace 3

Quand la participation devient un engagement citoyen...

- En quoi la manière d'aborder la population influence-t-elle les informations récoltées ?
- Le choix des personnes relais qui vont à la rencontre de la population influence-t-il son adhésion ?
- Comment aborder la population pour optimiser de façon durable sa mobilisation et sa participation à un processus de promotion de la santé ?
- Comment un projet santé peut-il susciter la participation de la population aux décisions liées à la vie communale ?

Espace 4

Le partenariat : de l'engagement personnel à des engagements multi-institutionnels

- Dans un partenariat multi-institutionnel, quel élément permet à chacun de trouver sa place et son rôle ?
- Quelles conditions favorisent la

participation des groupes de population de cultures différentes aux activités proposées par le projet du partenariat ?

- L'argent est-il une contrainte ou un incitant au fonctionnement du partenariat ?

- Quelles conditions pour assurer la pérennité du projet ?

12 h 30 A la découverte des projets communaux subsidiés

13 h 00 Allocution de Madame la Ministre Nicole Maréchal

13 h 15 Programme d'actions du réseau 2003 - 2004

13 h 30 Repas

Pour tout renseignement ou pour vous inscrire, contactez Denis Dargent au 071/30 14 48; fax : 071/31 82 11; e-mail : denis.dargent@sacopar.be

Ixelles en noir et blanc

Ixelles est une des communes bruxelloises de la « première couronne » (autour du centre historique de la ville). Elle comprend des quartiers aisés voire riches, mais aussi des quartiers populaires comme Matonge (prononcer « maton'gué »), le rendez-vous des Africains de Bruxelles et d'ailleurs, le quartier Malibrant, autour de la rue commerçante du même nom, ou la célèbre place Flagey, jadis siège de la RTB. Dans toute cette zone a démarré cette année un projet communautaire, dans le cadre du réseau et avec l'appui financier de la Communauté française, sous la houlette de Françoise Picqué, échevine de la santé d'Ixelles. La coordination est assurée par Bénédicte Meiers (Question Santé ASBL), que nous avons interviewée.

« C'est un projet étalé sur deux ans, dont la première phase consiste à faire un diagnostic du quartier du point de vue de la qualité de la vie, en prenant en compte tous les éléments qui peuvent affecter celle-ci. Le moyen principal est le reportage photo, dont l'avantage, parmi d'autres, est de traduire en langage courant le terme « diagnostic » – qui a un sens dans notre jargon de professionnels mais qui, pour le citoyen, renvoie au cabinet du médecin! En outre, quand on regarde d'autres projets communautaires, on constate que la phase de diagnostic est presque toujours faite par les professionnels. L'enjeu, ici, est que les habitants du quartier se mettent en position d'analyser leur milieu de vie. »

Mais pourquoi employer cet outil : la photographie ? « La photographie implique d'être attentif à ce qui se

passé autour de soi, de regarder, d'observer et, si on ne veut pas être trop superficiel, d'aller vers les gens, de les écouter. En même temps, c'est un outil familier : pratiquement tout le monde a déjà fait des photos de famille ou des photos de vacances. Donc, sans faire de grandes théories, le reportage photographique induit une série de comportements que l'on n'a pas si on discute simplement autour d'une table : on est « obligé » de rencontrer les gens, de se confronter à eux, de se mettre en position d'acteur. »

« Une des particularités du projet réside dans un large partenariat entre associations (dix-huit). Les associations sont très nombreuses à Ixelles, mais elles ne travaillent pas nécessairement ensemble ; il existe une coordination sociale, mais elles n'y sont pas toutes représentées. Par ailleurs, la plupart sont des ASBL de

services, auxquelles les habitants s'adressent pour une demande ou un problème précis. Il y a peu d'actions communautaires menées par des habitants. De plus, l'histoire politique d'Ixelles fait que les autorités communales n'ont pas l'habitude de travailler avec le milieu associatif. Donc, à tous les niveaux, l'enjeu est de prendre conscience qu'il ne s'agit pas de travailler chacun dans son coin mais de se rencontrer. »

Concrètement, comment cela se passe-t-il ? « Durant la première année, les volontaires s'initient au reportage photographique pour exprimer l'état des lieux de leur quartier par l'image et par la parole (expression verbale à partir des photographies, recueil de témoignages des personnes rencontrées). Les premières interventions photographiques ont été préparées par des séances

© Jacqueline Rosseels



d'animation qui ont exploré trois dimensions : la notion de quartier, les déterminants de la santé, le travail de reportage et la photographie. Les sorties de reportage sont préparées et organisées tour à tour par une des associations partenaires, et l'ensemble de la démarche est accompagné par un artiste photographe. De fil en aiguille, l'objectif est de récolter, d'ici le mois d'octobre, un maximum d'indices sur les différentes dimensions de la qualité de la vie dans le quartier : la question de l'identité, les rythmes de vie, la gestion de l'espace public et privé, les relations sociales, le logement, l'emploi, les revenus, etc. »

La photographie permet de rendre visibles différents points de vue, mais dans quelle mesure ce diagnostic est-il représentatif ? « C'est pour répondre à cette préoccupation que

nous avons voulu élargir la perspective, en mettant au point un questionnaire qui servira à récolter des informations auprès des habitants à l'occasion des fêtes dans le quartier, en mai et juin. En outre, il existe beaucoup de littérature sur le quartier ; ce matériel aussi sera exploité. A partir de tous ces éléments, un rapport sera remis à la Commune et à la Communauté française, dans la perspective de la deuxième année : à partir des informations récoltées, on fera des propositions. Il faudra évidemment tenir compte des limites budgétaires ; l'an prochain, la Commune va ajouter sa part au financement de la Communauté française. Mais l'enjeu principal est que les habitants s'approprient pleinement le projet en vue d'une véritable action de développement communautaire. »



© Stéphane

Ottignies-Louvain-la-Neuve

Une Maison de l'Enfance, de la Famille et de la Santé

Plusieurs membres de notre réseau ont été accueillis récemment dans les locaux de la Maison de l'Enfance, de la Famille et de la Santé à Ottignies-Louvain-la-Neuve. Les promoteurs de ce projet ont ainsi eu l'occasion de présenter, *in situ*, les axes principaux d'une action initiée il y a un an et qui bénéficie aujourd'hui des subsides de la Communauté française. En plus de la Maison de la Citoyenneté, l'entité dispose dorénavant d'un lieu consacré à la promotion de la santé, et plus spécifiquement à destination des familles. L'objectif de la Maison de l'Enfance, de la Famille et de la Santé est notamment de contribuer au renforcement du dialogue parents/enfants – à travers des activités variées orientées vers le bien-être de chacun – mais aussi de permettre une démocratisation des savoirs sur la santé.

A l'origine du projet, comme l'a rappelé Claude-Marie Vandergucht, échevine de la Santé et des Affaires sociales, on trouve la conjonction d'au moins trois éléments essentiels : une

volonté politique affirmée, un partenariat local en gestation entre diverses associations œuvrant dans le champ de la petite enfance et, autre élément capital, l'existence d'une infrastructure. Le bâtiment en question, dont la Ville hérita il y a plusieurs années, est une ancienne gendarmerie implantée à proximité d'un quartier de logements sociaux (le Bauloy). Un accord politique s'étant dégagé sur le projet, l'administration communale décida de mettre l'entièreté du premier étage à la disposition des partenaires. Cinq associations contribuent actuellement au développement des activités : « L'Intégral » et « Tout en soie » organisent des ateliers de psychomotricité ; l'ONE assure une permanence hebdomadaire sur le site ; « Parle-Jeu » met en œuvre un lieu d'échanges et de détente parents/enfants ; et « Les Cent Langages » développe et gère un espace de documentation.

« Même s'il organisent leurs propres activités à l'extérieur, nos partenaires

viennent ici de manière régulière », précise Marie-Luce Camerman, coordinatrice du projet. Le calendrier des activités s'articule donc autour des séances de thérapie familiale ou de psychomotricité, des fêtes interculturelles, ainsi que des formations pour les parents ou les professionnels du secteur. Outre des projets de rencontres avec les grands-parents, les acteurs de la Maison de la Famille aimeraient accroître la participation de la population en rassemblant de petits groupes de personnes autour de divers thèmes de santé. L'idée étant de recréer du lien social entre des populations parfois esseulées au sein de leur propre environnement. « Ottignies-Louvain-la-Neuve, précise Mme Vandergucht, n'est pas la commune brabançonne typique, c'est-à-dire bourgeoise. Rien qu'à Ottignies, nous avons sept quartiers de logements sociaux. C'est aussi une ville de passage, il y a des étudiants étrangers, des boursiers, des réfugiés politiques, etc. »